Mardi 16 janvier 1979 – No 1 009

BP 61, 75861 Paris cédex 18 CCP 30 226 72 D La Source 1,70 F

# l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Notre journal et les femmes

LES femmes et l'emploi, quelle question aujourd'hui ! Les femmes sont les premières frappées par le chômage, insidieusement. On ne renouvelle pas leur contrat, elles ne retrouvent pas leur emploi après un an de disponibilité pour élever leur bébé, ou par charrettes entières dans les secteurs où elles sont les plus nombreuses. Elles mettent en moyenne plus de temps que les hommes pour retrouver un emploi. Pourtant, elles aspirent de plus en plus à travailler, à gagner une place à part entière dans la vie sociale et politique.

Elles sont présentes dans de nombreuses luttes pour leur emploi ou au côté de leur mari. Elles ont aussi engagé la lutte sur des question qui leur sont propres, sur l'avortement et la contraception, le droit à disposer d'elles-mêmes et pour imposer une nouvelle image de la femme dans le couple et dans la société.

C'est encore plus vrai que jamais, il n'y aura pas de changement social sans leur engagement plein et entier dans la lutte. Qu'avons-nous fait jusqu'à présent pour donner aux femmes la juste place qui est la leur dans notre journal ? Bien peu, bien trop peu.

Les femmes se battent sans que nous ne parlions suffisamment de leurs luttes spécifiques, de leurs difficultés, des problèmes et des questions qui les préoccupent tous les jours. Un certain nombre de lectrices nous en font fait, à juste titre, la remarque.

Nous avons pu aussi constater que trop de luttes de femmes sont racontées dans notre journal sans que, pour autant, on parle des problèmes spécifiques qu'elles rencontrent dans ces luttes.

Cela doit changer. Notre journal, qui est celui de la classe ouvrière, doit s'adresser à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs.

**Notre objectif est donc d'aborder le problème des femmes de façon plus sérieuse. Et bien sûr, en tout premier lieu, celui de leur emploi, mais aussi les discriminations de toutes sortes et leurs luttes pour une véritable égalité. C'est d'ailleurs sur ces discriminations ancestrales que le gouvernement s'appuie aujourd'hui pour combattre l'aspiration fondamentale des femmes au droit au travail.**

**Et nous faisons appel à la contribution de toutes nos lectrices et de nos lecteurs pour atteindre cet objectif.**

*Claire MASSON*
*Jean QUERCY*

## LES TRAVAILLEURS LORRAINS

# *Décidés à ne pas se laisser faire*

*La manifestation à Metz : 40 000 personnes*

**GISCARD et Barre ont trouvé une forte résistance en Lorraine à leur plan de liquidation de la sidérurgie. La puissance de la mobilisation de vendredi dernier témoigne de façon éloquente de la volonté de riposte des travailleurs lorrains. Touchée dans le textile, dans les mines, dans les aciéries, la classe ouvrière à Longwy, à Metz, dans la vallée de la Fensch se dresse pour la lutte. Gageons que devant la violence des coups portés par les capitalistes, elle saura trouver la voie de son unité pour une lutte efficace. Il n'y a rien à attendre des promesses gouvernementales ni des pétitions des politiciens de tous bords. La mobilisation de vendredi doit être un puissant encouragement à développer l'action sans attendre.**

(Voir page 3)

## LE DEPART DU SHAH EST IMMINENT

# Khomeiny annonce son programme

VICTOIRE d'un an de luttes populaires ininterrompues, le départ du Shah parait maintenant un fait acquis. Ce départ « en vacances » devrait avoir lieu jeudi au plus tard, a déclaré Baktiar, l'actuel premier ministre, après que les deux assemblées se soient prononcées sur ce point. Un Conseil de régence a été constitué samedi. Composé des présidents des deux chambres, le Commandant en chef des Forces armées, le ministre de la Cour et quatre « indépendants », on n'y relève aucun membre de l'actuelle dynastie.

Dans les rues de Téhéran, la nouvelle a été accuellie avec des manifestations de joie. L'armée qui avait ordre de ne pas intervenir, a été couverte de fleurs par les manifestants. On a même entendu des soldats crier « Vive Khomeiny ».

C'est plus de deux cent mille personnes qui s'étaient rassemblées samedi à l'occasion de la réouverture de l'Université, scandant des mots d'ordre demandant le départ du Shah et le retour de Khomeiny.

Celui-ci, pour sa part, a déclaré qu'il désignerait bientôt un gouvernement qu'il dirigerait en personne. D'ores et déjà, il a créé un Conseil de la Révolution islamique qui réunirait trois collaborateurs de l'ayatollah, un membre du Front national, (le principal parti d'opposition laïque) ainsi qu'un ancien officier supérieur de la marine. Ce Conseil serait chargé de préparer l'installation d'un gouvernement provisoire afin de réunir une assemblée constituante et d'organiser des élections.

Interviewé par la télévision américaine, Khomeiny a déclaré que la naissance d'un Etat islamique en Iran était imminente et que, s'il en était le chef, il ne demanderait jamais les mêmes pouvoirs que le Shah, se réservant un « rôle de guide ». Par rapport à l'armée, il s'est prononcé pour le maintien d'une armée puissante, mais purgée de ses éléments corrompus. Un gouvernement islamique ne signifie pas un refus de progrès, a-t-il dit, insistant également sur la soif de liberté du peuple iranien. En matière de politique étrangère, l'ayatollah a dit que l'Iran continuerait à vendre du pétrole, à un juste prix, à tous les États sauf Israël et l'Afrique du Sud. Définissant les rapports que l'Iran devrait entretenir tant avec Moscou qu'avec Washington, Khomeiny a affirmé qu'il était prêt à avoir de bonnes relations dans la mesure où ces pays ne s'ingèreraient pas dans les affaires intérieures iraniennes.

Parlant des rapports avec Israël, il a nettement fait la distinction entre antisionisme et antisémitisme : les relations seront rompues avec l'État sioniste mais les Juifs jouirons d'une totale liberté en Iran.

Malgré l'annonce de la création de ce Conseil réclamé depuis des mois par les masses iraniennes, l'Union soviétique ne semble pas vouloir renoncer à ses visées sur le pays.

Son officine locale, le parti Toudeh a lancé, tout seul, un appel à la « lutte armée ». Cet appel s'adresse à l'armée qu'il appelle à se soulever, tentant ainsi de réitérer le coup d'avril dernier en Afghanistan.

Complètement coupé des masses, le Parti Toudeh tente ainsi, au moment où la victoire parait proche pour le peuple, une ultime manœuvre pour récupérer des mois de luttes populaires au profit du Moscou.

La mobilisation populaire est cependant telle en Iran actuellement, que cette manœuvre grossière a bien peu de chance de réussir.

Serge FOREST

(Voir en page 2)

*L'armée, dernier rempart pour le Shah. Mais un rempart qui subit les contrecoups de la lutte du peuple iranien et qui est loin d'être homogène.*

# L'armée iranienne : un pilier qui s'effrite

**L'ARMÉE iranienne est souvent représentée comme une entité unie et à part. S'il est vrai que les militaires sont coupés du reste de la population, par contre de nombreuses différences existent entre eux, entre une armée d'élite et une armée « régulière ». Par ailleurs, les dissensions politiques apparaissent de plus en plus nettement à l'heure où les désertions et actes de sabotages sont de plus en plus courants.**

L'armée d'élite se retrouve essentiellement au sein de quatre corps inclus dans l'armée de terre. Il s'agit de la Garde impériale, des Rangers (les commandos) des unités blindées et des parachutistes : au total 30 000 hommes. L'armée de l'air fait également partie de cette armée d'élite. Toute cette frange bénéficie d'un statut social et financier bien supérieur à celui des autres militaires. Ajouté à cela, la corruption est de règle dans ce milieu.

La carrière militaire n'a guère de prestige en Iran, les officiers sont rarement issus de milieux très fortunés. L'armée, étant le seul moyen de faire des études gratuitement, elle attire des jeunes de la petite bourgeoisie.

Leur fortune, à défaut de prestige est assurée dans l'armée par les nombreux privilèges que lui accorde le Shah. La corruption est là aussi de règle ainsi que le pillage et la pratique du rançonnement. Ils se servent de leurs pouvoirs exhorbitants.

## DANS L'ARMÉE RÉGULIÈRE, DES PAYSANS PAUVRES

L'armée régulière, par contre, recrute essentiellement parmi les pauvres paysans, le plus souvent illétrés. Cette armée est sous-équipée et désarmée. L'armée d'élite, encadrée par des militaires américains perd très vite le lien avec la population iranienne. L'armée régulière également mais pour d'autres raisons. S'engager dans l'armée est conçu comme un acte de trahison et celui qui s'y engage se coupe alors de tout lien avec sa famille et son village. Toutefois, ces soldats sont le plus souvent très attachés aux valeurs religieuses et les appels de Khomeiny s'adressent particulièrement à eux d'autant plus que ces soldats ne bénéficient pas des mêmes avantages que leurs supérieurs.

## LA POIGNE DE FER DU SHAH

Le Shah, qui ne possède comme soutien dans le pays que l'armée qu'il a forgée, tient bien en mains les rênes de celle-ci afin d'éviter tout danger de putchisme. Ainsi, c'est lui qui signe personnellement toutes les nominations des officiers à partir du grade de commandant. Tous les chefs de corps sont déplacés sans exception tous les six mois. De fait, le seul chef permanent est donc le Shah. Par ailleurs, une police politique militaire formée par la CIA est là pour le renseigner.

Cette mainmise du Shah ne permet pas cependant d'éviter les dissensions au sein de celle-ci. Aux rivalités anciennes s'ajoutent aujourd'hui les divergences d'appréciation sur la politique à suivre face au soulèvement populaire. Certains sont favorables à une réduction des interventions de l'armée suite aux problèmes surgis parmi les sodats et la vague de désertions. D'autres,au contraire sont favorables à un durcissement dans le but de maintenir coûte que coûte le Shah au pouvoir.

## DES DESERTIONS

Les officiers sont attachés personnelement au Shah de par leurs privilèges et les appels à la désertion rencontrent encore assez peu d'échos dans leur milieu. Par contre, au sein de l'armée régulière, elles sont plus massives. Ces faits sont difficiles à connaitre, le Shah ne s'étendant pas, on le conçoit, sur ce sujet, et d'autre part, ceux qui désertent ne s'en vantent pas par crainte de représailles. Ainsi, on connait essentiellement les actes publics.

A Tabriz, par exemple, où un commandant de la loi martiale en civil se serait joint aux manifestants suivis des équipages de douze blindés. Les exemples de ce genre ne manquent pas et se multiplient.

Tout ne tourne plus très rond dans l'armée que le Shah considère comme son œuvre. Ce pilier du régime que l'on croyait solide n'a pas été à l'abri de toute contagion comme beaucoup le croyaient.

*Evelyne LE GUEN.*

### EFFECTIFS DE L'ARMÉE

Armée de terre : 250 000 hommes
Armée de l'air : 100 000 hommes
Marine : 25 000 hommes.

### ARMEMENT

Avions de combat : 450
Chars lourds : 1 600
Missiles tactiques :
Fusées air-air : 2 000
Fusées sol-air : 2 000
Fusées anti-chars : 2 500

Véhicules de transport de troupes : plus de 1 000
Blindés légers : plus de 1 000

### FINANCEMENT

10 milliards de dollars en 1977
Contre 900 millions en 1970
30 % du budget de l'État
15 % des ressources du pays

### AIDE AMÉRICAINE

Vente d'armes : près de 18 milliards de dollars
L'Iran représente à lui seul 35 % des ventes d'armes américaines
Conseillers militaires : 30 000

Extrait de l'intervention de Sihanouk à l'émission «L'évènement» sur TF1

# «Nous avons beaucoup de partisans, surtout parmi les paysans»

« Nos forces armées régulière défendent à l'heure actuelle face à l'armée vietnamienne certaines villes du Nord, Nord-Ouest, Nord-Est du Cambodge, en particulier les capitales provinciales de Battabamg, Angkor, Siem Rap. Ce sont des villes qui sont très proches des frontières que nous avons en commun avec la Thaïlande. Il nous reste même là une petite bande de territoire que les Vietnamiens n'ont pas réussi à capturer. »

– **Q : La Chine est le seul pays qui s'est déclaré prêt à aider la guérilla ?**

R : Les aides que la Chine est déterminée à nous accorder sont et seront suffisantes pour que la guérilla de notre Kampuchea puisse être menée à long terme jusqu'à la victoire finale. Quant aux moyens de faire parvenir les aides chinoises dans les zones tenues par les guérilléros cambodgiens, eh bien nous allons avec la Chine étudier cela.

– **Q : Pour l'instant, il n'y a que le parachutage, semble-t-il, monseigneur ?**

R : Peut-être que certains pays voisins voudraient fermer un peu les yeux, pour permettre à certains convois de passer. Peut-être, je ne veux pas les compromettre. Parce qu'il y a des pays comme la Thaïlande qui sont directement menacés par l'avance vietnamienne. Les Vietnamiens (et les Russes qui sont derrière eux) ne vont pas s'arrêter en si bon chemin : après le Kampuchea, ce sera la Thaïlande et d'autres pays du Sud-Est asiatique.

– **Q : Vous avez déclaré à votre arrivée à New York que la Chine pourrait être amenée à intervenir directement sur le terrain, pour voler au secours du Cambodge. Qu'est-ce à dire exactement, Monseigneur ?**

R : La Chine pourrait nous envoyer des volontaires comme elle l'avait fait au bénéfice de la République populaire démocratique de Corée. Mais pour le moment, M. Pol Pot n'a pas besoin d'hommes, nous avons beaucoup de partisans, surtout parmi les paysans qui ont pris et prennent les armes pour combattre les Vietnamiens.

– **Q : Il y a aussi un autre problème, c'est la population massacrée, déportée, broyée, privée de liberté pendant trois ans par les khmers rouges. Ne va-t-elle pas basculer du côté du nouveau régime, même s'il est le protégé des Vietnamiens ?**

R : Je ne sais pas ce qui s'est passé réellement dans mon pays. Pendant mes trois ans à Phnom Penh, je n'ai pas pu avoir des preuves concrètes ou de simples preuves morales de tels massacres. J'ai vu des gens qui ne me parraissait pas terrorisés si je pouvais faire confiance en leur attitude, en leur sourire qui n'était pas forcé. Il ne me semble pas qu'il y ait un problème très tragique. Mais je n'en sais rien, je ne veux pas soutenir sur ce chapitre les Khmers rouges, je ne veux pas non plus les accuser alors que je ne suis pas au courant de cette affaire (...)

– **Q : Vous ne voulez plus toucher à la politique, Monseigneur ?**

R : J'en suis parfaitement dégoûté, et d'ailleurs je suis largement payé d'ingratitude, ne serait-ce que par ceux que j'avais honorés de ma confiance, les Lon Nol et compagnie. Je ne veux plus les revoir, ces gens-là. A l'heure actuelle, ils m'envoient télégrammes sur télégrammes, des lettres etc. pour me proposer de se réunir autour de moi pour défendre le Kampuchea face aux Vietnamiens. Non, ne préfère décliner leur offre (...) Je les remercie bien, mais qu'ils cherchent un autre leader, au besoin Lon Nol lui-même. Il est en vacances à l'heure actuelle à Hawaï.

– **Q : Vous êtes devenu en quelque sorte l'ambassadeur itinérant des Khmers rouges, d'un régime communiste que vous n'approuvez pas entièrement, alors que vous-même vous vous déclarez anti-communiste.**

R : Je ne suis pas anti-communiste. Je ne suis anti-personne. Je suis pro-cambodgien, c'est tout. Alors quand mon Cambodge bien-aimé est en danger, je le sers de toutes mes forces. Je ne sers pas M. Pol Pot. J'ai accepté cette mission confiée à moi par M. Pol Pot, mais pour servir mon Cambodge. Ce n'est pas pour servir les communistes cambodgiens. Je sers le Cambodge. Tous les patriotes doivent servir la patrie quand la patrie est en danger, et surtout que maintenant elle est en danger de mort.

# Manifestation imposante à Metz : 40 000 dans la rue

CHACUN se disait ou du moins espérait que la manifestation serait importante. Elle fut imposante. Elle a témoigné du mécontentement populaire à l'égard du plan de restructuration dans la sidérurgie et de ses conséquences sur la vie économique de toute la Lorraine.

Maintenant, il faut tirer les leçons politiques de cette manifestation. La première remarque qui s'impose, c'est l'existence de deux courants dans la manifestation. D'un côté, certains ont tout fait pour transformer cette manifestation en véritable promenade sans mot d'ordre combatif, se contentant de ressasser les mêmes slogans stériles du genre *« Giscard, Barre, vendus à l'étranger »*. De l'autre, un courant combatif autour des boites en lutte comme la Soloci,Mégural, Sotracomet. Ce sont ces gens-là avec la CFDT qui sont à l'origine de la manifestation devant la préfecture qui a regroupé 2 500 personnes.

La deuxième remarque : c'est que l'existence de ces deux courants correspond à une division en deux des forces syndicales. D'un côté, les dirigeants de la CGT ont tout fait pour isoler les gens combatifs, jusques et y compris dans leurs propres rangs.

Visiblement, ces gens-là avaient très peur d'une manifestation combative. Car il fallait que cette manifestation soit calme et digne, reflétant l'union sacrée de la droite à la gauche, tous élus confondus. Pourtant, le docteur Kiffer, ex-député du Centre national indépendant, ne put prendre part à la manifestation. Pire pour lui, il fut violemment pris à partie par les travailleurs. Son garde du corps reçut une volée, quant à Kiffer, il se sauva.

Le docteur Kiffer est un individu raciste. Il veut chasser les immigrés responsables, d'après lui, de tous les maux des Lorrains. Il a reçu ce qu'il méritait.

La fin de la manifestation reflèta l'existence des deux courants dont nous avons parlé. La voiture-sono de la CGT intimait l'ordre aux syndiqués CGT de rentrer chez eux. La voiture sono de la CFDT annonçait que *« la promenade était terminée et que la manifestation commençait »*.

Il était un peu plus de 17 heures. Plusieurs centaines de personnes se regroupèrent en direction de la place Mazelle et bloquèrent la circulation.

La CFDT avait prévu d'organiser une manifestation vers la préfecture, plus puissante que celle qui eut lieu en fait, mais les dirigeants CGT s'y opposèrent.

Le soir, à la télé, on n'entendait parler que d'une centaine de manifestants devant la préfecture, la télé avait choisi de minimiser l'événement.

Pourtant, cette manifestation devant la préfecture témoigne, comme celle de Nancy, d'un fait qui comptera. Désormais, dans toutes les actions qui auront lieu, on retrouvera ces deux courants, mais on retrouvera surtout des militants CFDT et CGT qui veulent se battre et qui concrétisent leur volonté par des mots d'ordre comme *« Union, action, occupation »*.

## Hayange, le 12 janvier, journée ville fermée

A L'APPEL de la CFDT, à laquelle s'était jointe la CGT, à la dernière minute, les travailleurs d'Hayange-Uckange étaient appelés à venir bloquer les rues de la ville. En tout, ce sont près de 400 personnes qui sont venues d'un peu tous les horizons politiques et syndicaux, de la métallurgie et de la sidérurgie principalement, et aussi les employés municipaux d'Hayange. Cette matinée m'a permis de retrouver des travailleurs d'entreprises aux noms familiers : Soloci,Solimi,Satram, Sotracomet, Fillod.

Les travailleurs de Soloci sont au chômage depuis le 16 décembre 1978, ils ont tous été vidés, mais ils restent mobilisés, ils ont d'ailleurs distribué des tracts.

Ceux de la Sotracomet, eux, s'attendent au pire ; leur patron, Munch, pense sérieusement à mettre la clé sous la porte. Quant aux travailleurs de chez Fillod (qui dépend de Sacilor-Sollac), malgré le succès de leur lutte, ils se préparent à la bataille car un succès est souvent temporaire.

A l'entrée de la ville, un important barrage bloquait toute circulation ne laissant passer que les ambulances et les médecins. Un chauffeur de camion qui voulut forcer le barrage y laissa un essuie-glace, une roue dégonflée et un rétroviseur, il aurait pu y laisser plus. A 11 h 30, les barrages furent levés et on se prépara pour la manifestation.

*Reportage réalisé par Yves LEPIC*

## Discussion avec 2 chômeurs

J'AI rencontré deux chômeurs. Ils ont tous les deux suivi un stage de six mois de cuisinier. Mais depuis que le stage est terminé, pas plus que les autres stagiaires, ils n'ont trouvé de travail. Le plus jeune vient de la région parisienne. Il espérait trouver du travail, il a dû prendre un appartement mais il n'a pas de boulot.

L'autre chômeur vient des Vosges où le chômage est très massif. Il est marié. Il a trois enfants et à charge sa mère invalide. Avant son stage de cuisinier, il était conducteur d'engin dans les travaux publics, mais il a perdu son boulot.

Ses revenus, 2 000 F par mois lui viennent de la pension d'invalidité de sa mère. Sa femme, ne travaille pas. Ils habitent à six dans un deux pièces et demi. Il a pu se débrouiller pour avoir un tuteur qui, lui-même, a pu obtenir le double des allocations familiales. Le tuteur place ainsi une partie de l'argent de côté en cas de pépin. Il est venu en Moselle quatre fois déjà pour du boulot. A chaque fois, le patron lui avait posé un lapin. La dernière fois, c'était le lundi 8, le patron lui avait dit de venir pour prendre son poste comme conducteur d'engin. Mais quand il est arrivé, la place était déjà prise ! Le voyage Epinal-Thionville coûte 37 F. Il pointe à Thionville tous les quinze jours. A l'Agence nationale pour l'emploi, il y a une queue terrible. Et l'agence n'est ouverte que deux heures au public.

## ... Entre Thionville et Uckange ...

Nous allons à Uckange. En chemin nous prenons en stop deux jeunes, ils rentrent à la maison, le père de l'un d'entre eux travaille aux Hauts-fourneaux réunis de Saulnes-Uckanges (HFRSU).

La conversation s'engage. Pour l'instant ce jeune va à l'école, mais comme beaucoup de jeunes, il ne sait pas exactement ce qu'il fera. Il pense plutôt qu'il sera chômeur, c'est-à-dire à la charge de ses parents comme il dit. Lui préfère de beaucoup travailler.

Car le problème de l'emploi il connait déjà. Les jeunes de son âge ou presque, nés en 1958 et 1959, vont être licenciés des HFRSU. Jeunes et déjà chômeurs, pas d'avenir, alors comme il dit, *« on traine dans la rue toute la journée sans rien faire, c'est là qu'on commence à faire des bêtises »*.

Agression vietnamienne au Cambodge

# Isolement de l'URSS et du Vietnam

**TANDIS que le débat se poursuit à l'ONU sur l'agression vietnamienne au Cambodge, les réactions se précisent à travers le monde et font ressortir l'extrême isolement des agresseurs vietnamiens et de leurs maitres soviétiques. En effet, ceux-ci n'ont trouvé pour les soutenir que la poignée d'États contrôlés par Moscou. C'est-à-dire les pays du Comecon, sauf la Roumanie, plus quelques pays du tiers monde liés à l'URSS par des traités spéciaux, en fait pratiquement intégrés au Comecon : Cuba, l'Éthiopie, l'Afghanistan et le Laos devenu protectorat vietnamien.**

**Avec une fermeté plus ou moins appuyée, tous les autres pays condamnent l'agression et réclament le retrait des troupes vietnamiennes. Particulièrement ferme est la réaction commune des cinq pays de l'ASEAN (Association des pays du Sud-Est asiatique). Ensemble, les ministres des Affaires étrangères de Thaïlande, de Malaisie, des Philippines, de Singapour et d'Indonésie exigent *« le retrait total et immédiat des troupes étrangères au Cambodge »* et affirment *« le droit du peuple cambodgien à déterminer librement son avenir, hors de toute intervention de puissances extérieures »*.**

**Les cinq pays ne s'en tiennent d'ailleurs pas là, ils envisagent ensemble les moyens à mettre en œuvre pour faire face à l'expansionnisme vietnamien.**

**D'autre part, la résistance à l'agression s'organise sur le sol du Kampuchea sous la direction du Parti communiste du Kampuchea et de son secrétaire général Pol Pot. (Voir ci-dessous l'appel à la constitution d'un front uni pour la résistance).**

## Corée

LE journal coréen *Rodong Shimun*, sous le titre : *« Un défi contre l'indépendance nationale, le socialisme et la paix »*, a sévèrement condamné l'agression vietnamienne contre le Kampuchea démocratique (Cambodge).

L'article explique que les prétextes avancés par le Vietnam sont sans fondement et que l'opinion publique mondiale ne peut les croire. La situation actuelle au Kampuchea est *« l'aboutissement des actions militaires d'envergure du côté vietnamien »*. L'article souligne aussi qu'il est *« intolérable d'avoir recours, quel que soit le prétexte, à des actions militaires contre un pouvoir révolutionnaire légal et de le renverser (...). Une fois encore, il nous a été montré clairement qu'un pays relativement petit peut se nourrir aussi d'ambition de dominer et de contrôler d'autres pays »*. L'article conclut en conseillant *« au Vietnam de retirer sans tarder ses troupes »* du Kampuchea démocratique.

## Déclaration du gouvernement du Kampuchea démocratique concernant la barbare agression vietnamienne

L'ambassade du Kampuchea démocratique en Chine a distribué le 13 janvier une déclaration faite le 11 janvier par le gouvernement du Kampuchea démocratique concernant la barbare agression vietnamienne. Voici le texte de l'appel.

« Le gouvernement du Kampuchea démocratique lance le présent appel :

— 1) A tous les gouvernements et à tous les peuples épris de paix et de justice dans le monde pour qu'ils aident et soutiennent par tous les moyens et sous toutes les formes sa juste lutte contre l'ennemi vietnamien agresseur, avaleur du territoire, pour qu'ils condamnent cette agression et cessent toute aide et tout soutien au Vietnam et exigent que les Vietnamiens se retirent immédiatement et totalement du territoire du Kampuchea ;

— 2) A tous les compatriotes du Kampuchea tout entier, à l'intérieur comme à l'étranger, pour qu'ils s'unissent et mènent une lutte résolue pour ne pas devenir esclaves des Vietnamiens, pour que leur propre race ne disparaisse pas, pour ne pas laisser les Vietnamiens piller, opprimer le Kampuchea à leur guise. L'ennemi vietnamien est en train d'exacerber les contradictions avec toute la nation et le peuple du Kampuchea tout entier.

Ces contradictions sont très profondes et deviennent chaque jour plus profondes. Par conséquent, l'ennemi vietnamien se trouve sur le cratère du volcan de la haine nationale de la nation et du peuple du Kampuchea tout entier qui lutte contre lui. Et tout le monde a discerné clairement la nature de ces contradictions fondamentalement antagoniques et aiguës.

Le peuple du Kampuchea tout entier formera un très large Front uni national démocratique et patriotique pour combattre jusqu'au bout l'agresseur vietnamien, l'anéantir, libérer tous les territoires occupés et apporter ainsi sa contribution à la paix, à la sécurité et à la stabilité en Asie et dans la région du Pacifique. La victoire finale appartiendra au peuple du Kampuchea.

La nation du Kampuchea, le peuple du Kampuchea, la race du Kampuchea, les traditions et la civilisation du Kampuchea vivront pour toujours ! »

*Kampuchea, le 11 janvier 1979*

*(Suite page 4)*

PARTIS

Colloque du RPR

# Les contestataires rangent leur lance-pierre

JEUDI dernier, 11 janvier, s'est tenu le colloque à huis clos des parlementaires et ministres RPR, sans la présence de Chirac. Chirac poursuivait un but en convoquant cette réunion : que les parlementaires et ministres RPR se rangent sous sa bannière, qu'ils laissent leur grogne au vestiaire, d'une part et d'autre part de mettre fin à la discorde pour présenter un visage à la fois complice et menaçant à Giscard.

*La cible préférée de la récréation des députés gaullistes : Peyreffitte.*

## QUAND LES FRONDEURS SE REPLIENT

On se souvient des attaques de Sanguinetti sur le caractère fasciste du *« national-chiraquisme qui n'a rien à voir avec le gaullisme »*, on se souvient des propos de Claude Labbé, chef du groupe parlementaire RPR, *« les députés* (RPR) *ont été un peu frustrés »*. On se souvient d'Hélène Missoffe qui se mettait à l'écart du groupe RPR. On se souvient des soupirs, des murmures des cris et chuchotements, des barissements des ministres et députés RPR contre les conseillers occultes de Chirac : Pierre Juillet, Marie-France Garaud, Charles Pasqua et Yves Guéna. On se souvient de Debré qui se voulait plus chiraquien que Chirac et de Guichard jouant le jeu de l'UDF à l'intérieur même du RPR. On peut se demander où en est le manifeste rédigé par Guichard, Chaban-Delmas et Frey, déniant toute qualité de gaulliste à Chirac ?

Et maintenant où sont passés ces frondeurs ? Mme Missoffe rend hommage à Chirac. Peyreffitte ne desserre pas les dents ce 11 janvier, quant à Labbé il ne parle plus de la frustration des députés RPR, mais il se fait l'écho de *« la totale confiance dans l'unité et l'amitié à Jacques Chirac »*.

## CHIRAC SAUVE DES EAUX

En effet, tous les participants au colloque du 11 janvier ont adopté un texte qui renouvelle toute leur confiance à Chirac. Il s'agit d'un véritable triomphe pour le chef du RPR. Si les poursuites contre Peyreffitte sont conduites *« sans hâte et dans la sérénité »*, elles sont menées néanmoins. Et ceci fut accepté sans broncher par tous les participants du 11.

De même, l'appel du 6 décembre de Chirac, exprimant sa position sur les élection européennes, fut entériné sans problème ce 11 janvier, alors qu'auparavant un concert de protestations s'était élevé sur le fait qu'il avait pris position sans concertation. Non seulement, les participants ont approuvé les décisions de Chirac, mais ils en ont profité pour lui décerner des brevets de gaullisme : *« ... Sur la ligne gaulliste d'une conception européenne qui correspond parfaitement à celle traçée par Jacque Chirac »*.

L'unanimité s'est faite également sur une liste propre au RPR pour les élections européennes. (Ces élections sont politiques, elles feront référence à une approbation ou à une désapprobation de la politique de Giscard sur le plan intérieur, c'est pourquoi les gaullistes se doivent de présenter une liste possédant *« une sensibilité gaulliste »*).

## L'EPÉE DE DAMOCLES

C'est bien là que Chirac veut en arriver : faire du RPR un élément menaçant pour Giscard tout en demeurant dans la majorité présidentielle.

Les députés RPR se sont fait l'écho le 11 *« de la dégradation de la situation de l'emploi et du climat social »* dans leurs régions.

Couve de Murville n'est-il pas allé jusqu'à dire qu'*« il ne lui avait jamais été difficile de voter pour le gouvernement mais qu'il n'hésiterait pas, s'il y avait une déviation, à se rebeller totalement »*. Voyez-vous ça !

Le RPR prépare sa campagne électorale et donc sa campagne anti-gouvernementale, juste ce qu'il faut. Messmer, dans sa région, a été obligé de prendre une position plus ou moins dure vis-à-vis du gouvernement par rapport aux milliers de licenciements dans la sidérurgie. C'est sûrement cet argument électoraliste qui a fait rentrer les contestataires dans le troupeau des chiraquiens bien pensants.

Cette épée de Damocles, les RPR la brandissent aussi dans le propre gouvernement de Giscard. Il peut arriver qu'ils claquent la porte, pour montrer — en apparence — leur désapprobation de la politique de Giscard-Barre ou parce qu'ils disposent insuffisamment de moyens — entendez de profits. Il peut arriver aussi que les ministres RPR au courant des magouilles et les tripatouillages de Giscard en dévoilent une partie à l'opinion publique : histoire de redorer leur blason.

*Nathalie VILLOTIERS*

SALT III

# Les superpuissances veulent réduire les armements européens

**APRES avoir développé leurs forces nucléaires stratégiques de façon démentielle, les USA et l'URSS voudraient réduire les forces nucléaires de la France et de l'Angleterre. Le gouvernement français s'oppose à une telle réduction qui aurait pour effet de faciliter une agression soviétique. De SALT 1 à SALT 3, le rapport de force nucléaire entre Russes et Américains s'est dégradé au détriment des seconds. L'URSS parait déjà en passe d'avoir la suprématie dans le domaine des armes nucléaires stratégiques.**

Après la signature de SALT 2, commencèrent les discussions de SALT 3. Les deux superpuissances ont décidé que les accords SALT 3 porteraient sur les forces nucléaires en Europe. (les négociateurs disent « zone grise ») et engloberaient les armes nucléaires françaises et anglaises.

Ainsi donc, Soviétiques et Américains décideraient du sort de l'armement d'autres pays. Un comble ! L'URSS serait à l'origine de cette initiative et aurait reçu l'accord américain. Si l'Angleterre se dit « intéressée » par SALT 3, le gouvernemment français, lui, a catégoriquement rejeté l'éventualité de comptabiliser les forces nucléaires françaises dans les accords SALT 3.

Pour justifier sa demande, l'URSS prétend que l'arme nucléaire française serait en cas de conflit, utilisée hors des frontières françaises en Allemagne de l'Ouest et qu'elle serait un complément aux forces américaines et de l'OTAN. Ce que nie et refuse l'URSS, c'est en fait l'existence d'une défense nucléaire propre aux pays européens. Or, les forces anglaises et françaises constituent bien une telle défense. En refusant que les forces nucléaires françaises soient prises en compte dans l'accord SALT 3, c'est justement la libre disposition de ses forces nucléaires que défend le gouvernement français.

La limitation des armes nucléaires en Europe serait une opération uniquement avantageuse pour l'URSS. Elle revient à diminuer effectivement les forces nucélaires existant en Europe alors que les deux superpuissances continuent à accroitre leur propre armement. La diminution des forces européennes nucléaires permettrait à l'URSS d'accroitre le rapport de forces (qui est déjà à son avantage) en sa faveur en Europe et de pouvoir déclencher une agression en courant moins de risques de riposte.

## L'AFFAIBLISSEMENT AMERICAIN

Les négociations SALT témoignent de l'affaiblissement américain. Avec SALT 1, les Américains conservaient leur suprématie. SALT 2 sanctionne le fait que dans la course aux armes stratégiques, l'URSS a refait son retard. Il est prévisible que SALT 3 consacrera la supériorité soviétique dans ce domaine. L'acceptation des USA de rediscuter d'une limitation (réelle sans doute celle-ci) des armements nucléaires en Europe est d'ailleurs ressentie par les bourgeoisies européennes comme un début de lâchage de l'Europe par les Américains.

## L'URSS VEUT PLUS D'ARMES CONTRE LA CHINE

L'URSS qui ne doute de rien, a demandé, au cours des négociations SALT 2, d'augmenter encore le nombre de ses missiles intercontinentaux tout en refusant que les USA puissent faire la même chose. Ils prétendent en effet être menacés par la Chine et réclament donc la possibilité de construire plus d'armes que les USA. Il faut dire que les USA au cours des négociations SALT ont déjà toléré la construction d'un terrain de missiles et de radars en Asie centrale face à la Chine.

Henri MAZEREAU

# 8% de hausse sur les tarifs publics

MONORY, le ministre de l'industrie, a déclaré dimanche 14 janvier que le gouvernement envisageait une hausse de 8 % en moyenne pour les tarifs publics. Cette hausse de 8 % n'est qu'une moyenne ; c'est ainsi que certains tarifs seraient plus augmentés que d'autres. Par ailleurs, le gouvernement va distinguer divers secteurs pour opérer cette hausse. Ainsi à la SNCF, les prix des billets pour les usagers vont connaitre une hausse plus importante que celle appliquée aux transports de marchandises payée par les industriels. Faire payer les travailleurs pour le bénefice des patrons, voilà quelques chose de naturel de la part du gouvernement. Mais la SNCF n'est pas la seule à profiter de cette hausse, les tarifs de la RATP, de l'EDF, du timbre-poste seront aussi augmentés.

Le timbre-poste risque de passer de 1,30 F, alors qu'il était déjà passé l'année dernière de 1 F à 1,20 F. Quant aux tarifs de l'EDF ils pourraient suoir une autre hausse au cours de l'année 1979.

# ONU : la mission chinoise soumet un projet de résolution au conseil de sécurité

*(Suite de la page 3)*

LA mission chinoise a soumis au Conseil de sécurité un projet de résolution sur l'agression du Vietnam contre le Kampuchea démocratique lors de la séance du 11 janvier. Le projet recommande, entre autres, que le Conseil de sécurité doit :

— 1) Souligner que l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique doivent être strictement respectées en vertu des objectifs et des principes de la Charte des Nations Unies ;

—2) Condamner énergiquement le Vietnam pour ses actes d'invasion armée et d'agression contre le Kampuchea démocratique, actes qui constituent une violation flagrante de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Kampuchea démocratique et causent de sérieuses pertes en vies humaines et en biens au peuple kampuchean ;

— 3) Faire l'éloge de la lutte héroïque menée par le Kampuchea démocratique pour résister aux agresseurs vietnamiens ;

— 4) Appeler le Vietnam à cesser immédiatement son agression armée contre le Kampuchea démocratique et à retirer immédiatement toutes ses forces d'agression et installations militaires du territoire kampuchean ;

— 5) Appeler toutes les agences spéciales de l'ONU et les autres organismes internationaux relevant de l'ONU à cesser toute aide au Vietnam pour éviter que cette aide ne serve à appuyer les actes d'agression du Vietnam ;

— 6) Déclarer que si le Vietnam continue son agression armée contre le Kampuchea démocratique et refuse de retirer toutes ses forces d'agression du territoire kampuchean, le Conseil de sécurité se réunira de nouveau pour étudier l'adoption de mesures efficaces en conformité avec les articles relevant de la Charte de l'ONU.

*Mercredi 10 janvier, manifestation surprise devant le ministère du Travail. Une grande détermination des grévistes (Photo grévistes de l'AFPA)*

LUTTE

Moins 10 degrés à Montreuil dimanche 14

# Une chaude ambiance dans les locaux de l'AFPA

*EN mai 1968, on n'avait pas connu cela ! »*, c'est le responsable de la commission-presse qui nous accueille en ces termes. Et cela se voit. Partout aux murs les travaux des différentes commissions mises en place pendant l'occupation sont affichés. Cela permet à tous les grévistes d'être informés des actions en cours. La solidarité s'organise. La municipalité à offert des lits pour le dortoir, des repas gratuits le soir pour les grévistes. Plusieurs syndicalistes de Montreuil viennent aux nouvelles, échangent quelques mots et repartent dans le froid avec des pétitions pour leurs sections.

Pendant tout le week-end, il y a du monde en permanence. La commission-animation a bien fait les choses. Samedi après-midi, on se presse pour voir le film *« Mais qu'est-ce qu'elles veulent »*. Un riche débat suivra cette projection. Rappelons que cette grève est essentiellement conduite par des femmes, elles représentent 60 % du personnel (voir HR du 13 et 14 janvier). Une gréviste nous explique : *« Ce film est un peu féministe, mais il pose des questions de fond que la grève nous a permis de discuter entre nous »*.

Samedi soir, un bal était organisé et l'orchestre de rock a été particulièrement apprécié. Dimanche, c'était jour de fête à l'AFPA, les grévistes sont en famille les enfants ont investi le hall avec leurs jouets. Dans un coin on joue au ping-pong, dans un autre plusieurs films vidéos très bien faits relatent les différents événements de la semaine (l'action au ministère, le vote en assemblée générale, l'occupation, la conférence de presse). En début d'après-midi, de jeunes auteurs-compositeurs engagés de Montreuil sont venus bénévolement chanter pour les grévistes.

A la buvette, dans le hall, les grévistes commentent les derniers événements : l'élection du comité de grève en assemblée générale qui réunit syndiqués et non-syndiqués, renforce l'unité et la participation des grévistes. La position de Chaban-Delmas samedi dans le journam *Sud-Ouest* a été également commentée. Dans ce journal, Chaban affirme dans une lettre à Boulin : *« Je ne verrais pas d'inconvénients à ce que les emplois soient créés d'une autre façon »*.

*« Avec cette prise de position de Chaban, on tient le bon bout »* m'explique un gréviste à la buvette.

En effet, les syndicats de la FPA ont fait, la semaine dernière, un contre-projet afin de contrer le projet de transfert. Il proposait avec l'argent dont disposait Chaban-Delmas de créer plusieurs centre AFPA comme dans les Landes et le Lot-et-Garonne, dépourvus de centres FPA, permettant ainsi de recevoir 2 000 stagiaires et de créer spécifiquement des emplois aquitaines.

Oui vraiment, il se passe quelque chose à l'AFPA de Montreuil.

*Guy LANRIVAIN*

LUTTE

# Grève et occupation du centre de tri de Limoges

LES postiers du cende tri de Limoges (nouvellement installé en zone industrielle à 10 km de la gare centrale) sont en grève à 98 %. Une vingtaine seulement de non-grévistes sur 350. Ils occupent les locaux depuis lundi 8 janvier à 18 H.

Cette grève a démarré alors qu'un préavis de grève illimitée pour le mercredi 10 avait déjà été posé par les trois syndicats (CGT, CFDT et FO).

En effet, à ce moment-là, l'attitude particulièrement cynique et méprisante du chef de centre et de la direction locale des PTT a fait déborder un vase qui était déjà plus que plein. Donc, au moment du dépôt de ce préavis, la direction avait annoncé haut et fort dans la presse locale et ailleurs qu'elle envoyait le courrier se faire trier dans les autres petits bureaux du département parce que les postiers du Centre de tri de Limoges sabotaient leur travail délibérément. Les postiers en colère ont riposté immédiatement en déclenchant la grève avec occupation des locaux.

## LES REVENDICATIONS

En juin 1978, un mouvement de grève semblable à celui-ci, qui avait duré une semaine, avait permis d'obtenir des heures de renfort supplémentaires. En effet, le problème du manque d'effectifs se pose avec particulièrement de force à Limoges-centre de tri du fait de sa nouvelle implantation en plein campagne et de la désorganisation du travail qui en résulte.

En fait, l'administration veut profiter de ce transfert pour bouffer les acquis.

Mais les effectifs supplémentaires (auxiliaires) obtenus en juin sont licenciés aujourd'hui (21 licenciements au 1er janvier). La date de ces licenciements a d'ailleurs été avancée par la direction du fait que ces auxiliaires participent aujourd'hui à la lutte du centre de tri.

Les revendications des postiers de Limoges-centre de tri sont donc les suivantes :

1) Obtenir le règlement intérieur attendu depuis dix-neuf mois (c'est-à-dire que l'administration centrale, le chef de centre et la direction locale fixent des positions de travail et surtout des effectifs).

2) Maintien des effectifs y compris les 21 auxiliaires.

3) Règlement d'une manière correcte du problème de la restauration des postiers du centre (le centre de tri travaille vingt-quatre heures sur vingt-quatre et le service interne de restauration n'est pas correctement assuré).

4) Changement de l'attitude du chef de centre.

PS . Le Comité de ville du Parti communiste marxiste-léniniste a popularisé la lutte sur Limoges (entreprises et quartiers HLM). Il appelle conjointement à la CGT et à la CFDT à un meeting de soutien des postiers lundi à la Maison du peuple.

## RECTIFICATIF

**Dans l'article du numéro daté du 12 janvier 1978, relatant la manifestation de soutien au peuple cambodgien qui s'est déroulée à Paris, nous disions que cette manifestation était appelée par le PCML, le PCRml et l'OCFml. L'UCFML participait elle aussi à cette manifestation de soutien au peuple du Cambodge.**

Accident d'un car de ramassage près de Rennes

# Citroën responsable

VENDREDI, malgré le mauvais état des routes, le car de ramassage de Citroën est parti de Maure de Bretagne vers quatre heures du matin à Guignen. Tout à coup, une plaque de verglas dans une côte ; pas moyen de contrôler le véhicule : un mort, 32 blessés, dont deux risquent de perdre la vie. Pour Citroën, un pépin qui serait dû au hasard. Pour les ouvriers, un accident du travail !

Pas un jour, malgré le mauvais temps, malgré le verglas, les cars de Citroën n'ont renoncé à faire le ramassage. Citroën serait prêt à n'importe quoi pour ne pas perdre d'heures de travail.

La plupart des ouvriers qui travaillent à Citroën-Rennes habitent à la campagne. L'embauche de la première équipe se fait à cinq heures, et dès trois heures et demie ou quatre heures du matin, les cars sillonnent le pays. En effet, à la Janaie, à Barre-Thomas, la majorité sont d'anciens paysans qui ne peuvent plus vivre de leurs terres — ou des fils de paysans qui n'ont d'autre choix que de bosser à Citroën. Ne pas aller travailler à la chaine, c'est se résoudre à quitter le pays pour n'y revenir probablement qu'à la retraite. En plus des heures à la chaine, il y a le temps des repas, qui s'ajoutent en grande partie aux heures de boulot. Évidemment, le temps de transport n'est pas lui non plus compris dans le temps de travail. Certains cars vont chercher les ouvriers jusqu'à 60 ou 70 km. Il faut donc ajouter deux heures ou plus de trajet aux heures de travail.

Ça fait des journées de 12 ou 13 heures, hors de chez soi. Et cela, six jours par semaine. Quand on fait un travail d'OS, en 2 X 8 ou 3 X 8, c'est l'épuisement continuel.

Pendant le trajet, chacun essaie de voler un peu de sommeil. D'ailleurs, dans les cars, pas question de discuter sérieusement : le patron a ses mouchards partout et la CFT est là qui quadrille tout, qui surveille tout.

## « ÇA DEVAIT ARRIVER »

En Bretagne, on n'avait pas vu ça depuis 1943. Certains jours, beaucoup de routes sont impratiquables, surtout au petit matin. Beaucoup de cars ou de camions ont renoncé à rouler, ou en tout cas, quand ils roulent, c'est en choisissant leurs heures et leur trajet. Certains jours à cause du danger, le ramassage scolaire ne s'est pas fait... Et beaucoup de travailleurs n'ont pas pu se rendre en voiture à leur travail.

Les cars de Citroën, eux, ils roulent par tous les temps. Qu'il neige, qu'il glace, qu'il verglace, à n'importe quel prix ! Même au risque de l'accident. Même au péril de la vie des gars. Ce qui est arrivé, vendredi, ça devait arriver !

## POUR QUE CELA NE SE REPRODUISE PAS

Plutôt que de perdre des heures de travail, Citroën a préféré jouer avec la sécurité des ouvriers. La section CGT de Citroën pose la question : *« Qui a pris la la décision d'assurer coûte que coûte le transport Citroën ? »*.

Citroën est responsable, qu'elle prenne ses responsabilités !

Cet accident est inadmissible. Il est le révélateur de toutes les carences du transport Citroën. Dans un communiqué récent, la CGT revendique : *« L'équipement des cars pour la circulation en période de mauvais temps, le paiement intégral des heures perdues ou journées du fait des retards ou absence de transport, l'amélioration des conditions de transport : la réduction du temps de travail. »*

Yannick DAGORN

*Cette brochure est toujours disponible. Passez vos commandes et libellez vos chèques à l'ordre du journal.*

FEMMES

# Quel droit au travail pour les femmes ?

PARMI les catégories sociales les plus exploitées et les plus frappées par la crise, on trouve les femmes, les femmes salariées et surtout celles des couches populaires, les plus nombreuses. Ayant depuis très peu de temps droit à participer à la vie politique (droit de vote en 1948), n'ayant pratiquement pas le droit à la formation professionnelle, elles n'ont pas non plus vraiment le droit au travail. Elles sont 52,8 % des demandeurs d'emploi, sans compter celles qui souhaitent retravailler après avoir élevé des enfants. C'est pourquoi Giscard préfère donner un « salaire » aux mères de famille que donner aux femmes les moyens d'avoir un emploi salarié.

Alors qu'on peut comptabiliser près de deux millions de chômeurs et que de nouvelles charrettes s'annoncent, notre mot d'ordre pour la classe ouvrière et les salariés est « *Du travail pour tous* ». C'est là une aspiration de toute la classe ouvrière et des femmes en particulier.

Car de tout temps (sauf en période de guerre ou de développement économique très rapide mais les patrons préféraient les enfants) les capitalistes ont limité le travail des femmes, pour les cantonner à ce qui était présenté comme leur rôle naturel : la reproduction de l'espèce et l'entretien de la maison. Pour cela ils ont utilisé deux armes, aussi efficaces l'une que l'autre, la pression matérielle, pas d'effort pour que la société prenne en charge certaines tâches (garde des enfants, entretien du linge par exemple) et la pression idéologique, en limitant l'épanouissement de la femme à celui de mère et d'épouse. La religion a largement contribué et contribue toujours à imposer cette idée. Quand les hommes politiques vantent les bienfaits de la famille, c'est cette idée encore qu'ils entretiennent.

De ce fait, le travail des femmes n'a toujours été présenté que comme un travail d'appoint, il est en général peu qualifié et peu payé. Alors que les femmes représentent 52 % de la population totale, elles ne sont que 38 % de la population active (8 millions environ).

*Les femmes salariées : parmi les plus exploitées et les plus touchées par la crise.*

### LES PLUS FRAPPÉES PAR LE CHOMAGE

Elles sont une minorité à travailler, mais elles sont aussi les premières touchées par le chômage puisqu'elles représentent 53,8 % des demandeurs d'emploi. Les premières touchées en particulier à cause de leur manque de formation professionnelle : elles sont les plus nombreuses dans les catégories où la restructuration est la plus forte ; ouvrières, employées, 57 % travaillent dans ce qu'on appelle les services, catégories où le chômage s'accroit le plus vite. En octobre, le nombre des chômeurs avait augmenté de plus 6,2 % chez les OS, de plus 12 % chez les OQ, de plus 10,7 % chez les employés.

Elles sont aussi les plus nombreuses dans des branches particulièrement menacées : textile, téléphonie, santé (et là le travail temporaire est aussi très développé).

Pour retrouver du travail, en ces temps difficiles, elles se heurtent à de nombreuses difficultés et à la discrimination des patrons pourtant interdite par la loi. En moyenne, une chômeuse met un mois de plus qu'un chômeur pour retrouver un emploi.

### UN DROIT CONTESTÉ

Ces travailleuses de seconde zone, pour les capitalistes aujourd'hui elles sont particulièrement embarrassantes car elles font grossir de façon immodérée les chiffres officiels du chômage. C'est pourquoi une grande campagne est entreprise contre le droit légitime des femmes à travailler. Par exemple, celles qui souhaitent travailler après avoir élevé des enfants ne sont pas comptabilisées comme chômeuses et souvent elles ne vont pas s'inscrire, car elles savent qu'elles devront se débrouiller toutes seules pour retrouver un emploi.

C'est aussi pour limiter le chômage des femmes que Giscard lance sa campagne pour le troisième enfant car infiniment peu nombreuses sont les femmes qui peuvent travailler avec trois enfants. Il n'y a pas de crèche et le salaire des femmes est si bas qu'il sert tout juste à couvrir les frais de garde de trois enfants. Alors la femme arrête de travailler, d'autant plus facilement qu'en travaillant elle se trouve écrasée par une double journée, éreintante : travail payé fastidieux et épuisant, entretien du ménage et des enfants en rentrant. Peu gardent longtemps ce rythme de vie.

Pourtant le travail des femmes est la seule façon vraiment rationnelle d'édifier une société équilibrée et harmonieuse, où la production reposant sur les épaules de tous les hommes et femmes en âge de travailler, on peut augmenter le temps de repos et de loisir de tous.

*Claire MASSON.*

## La campagne du troisième enfant

EN inaugurant les nouveaux locaux de la Caisse nationale des Allocations familiales, le 12 décembre 1978, le président de la République a mis en garde les Français, et surtout les Françaises, sur les risques actuels de dénatalité. Les Françaises ont moins d'enfants, 1,8 en moyenne, alors qu'il faudrait au minimum 2,1 pour renouveler les générations. C'est pourquoi Giscard, qui a lui-même montré l'exemple, lance une campagne pour le « troisième enfant ».

Comment le président lance-t-il sa campagne ? Il ne veut pas, comme le font Michel Debré ou le Pape, attaquer de front le droit des femmes au contrôle des naissances, sans doute plus sensible qu'eux à l'électorat féminin. Et de toute façon, la loi Veil a suffisamment de difficultés à se mettre en place, ce n'est pas la peine de dépenser de l'énergie à la démolir. Non, Giscard veut faire une grande propagande expliquant les dangers d'un peuple qui s'éteint doucement faute d'enfants et il veut augmenter les allocations familiales à partir du troisième enfant : à partir du 1er juillet 1979, les allocations seront de 1 000 F pour trois enfants à la place de 518,50 F aujourd'hui. 1 000 F, c'est encore très peu si on prend en compte toutes les charges financières qu'entrainent les enfants, les frais de garde en particulier.

Mais ce que le président souhaite, c'est que les femmes restent chez elles : il va faire une proposition de loi pour que les mères de famille (c'est-à-dire les femmes qui ont des enfants et qui ne sont pas salariés — les autres ne sont-elles pas mères ?) aient un statut, droit à la retraite, etc. et même un SMIC de 2 500 F (la revendication syndicale !) pour les mères au foyer à partir du troisième enfant.

Mais les efforts du président ne semblent pas être couronnés de succès car un premier sondage publié dans *Enfants Magazine* montre que deux françaises sur dix seulement envisagent d'avoir un troisième enfant après l'incitation gouvernementale. Les raisons en sont sûrement très nombreuses et nous aurons l'occasion d'y revenir.

*C.M.*

## Avoir des enfants pour oublier ?

**LA famille qui apparait pour beaucoup hors du temps et hors de tout contexte économique, est en réalité la cellule de base d'un système social et économique. Sa structure change dans une société féodale ou capitaliste. Elle a un rôle économique : permettre à l'homme de renouveller sa force de travail et de se renouveller lui-même par ses enfants. Elle a aussi un rôle d'idéologie important, surtout par l'intermédiaire de la mère, donner aux enfants la morale sociale. Elle doit participer à la transmission et au maintien des valeurs sociales. Aujourd'hui, ces valeurs sociales sont celles de la bourgeoisie et la bourgeoisie défend une certaine image de la famille.**

Voici comment elle la présente : le 12 décembre, Giscard déclarait : « *L'évolution démographique récente qui est gravement préoccupante ne traduit pas nécessairement un moindre attachement des Français à la famille. Au contraire, nous constatons que les couples sans enfants ont presque disparu. Mais la taille de la famille souhaitée par les Français en âge d'avoir des enfants s'est réduite. Peut-être notre société n'apparait-elle plus aux yeux des parents suffisemment accueillante aux enfants nombreux...* »

Giscard proclame son attachement à la famille, comme principal appui de la stabilité sociale. C'est cette même idée, importante pour la bourgeoisie, que développe Alain Madelin, le plus jeune député PR de l'Assemblée, dans une interview accordée à *Enfants magazine* de janvier : « *Notre époque moderne a été jusqu'à présent celle du déracinement. Celle du déracinement géographique (...) ; déracinement culturel (...) ; déracinement familial : les familles ont été séparées, écartelées... Or, pour vivre heureux, l'individu a besoin d'enracinement. La famille est une réponse à ce besoin de chaleur et d'enracinement (...) La famille c'est le refuge, la sécurité, le calme, l'apprentissage de la liberté, de la responsabilité. Comme l'a dit le président de la République : "dans ce monde si dur, la famille apporte la tendresse"* ».

La famille refuge, la famille tendresse qui calme la révolte, quelle image idyllique chère à la bourgeoisie et bien loin de la réalité ! Car c'est dans la famille, la famille des travailleurs que se concentrent aujourd'hui les difficultés et les inquiétudes de tous ses membres : difficultés financières, et tout le reste, santé, scolarité, emplois du temps... aucun des problèmes auxquels se heurtent les travailleurs n'ont aujourd'hui de réponse individuelle, familiale : elles sont principalement collectives. La hausse des prix et des charges, celle des loyers, la recherche d'un emploi, la garde ou la scolarisation des enfants : des problèmes familiaux ? Non, ce sont des problèmes de notre société, de la société du profit quand elle est particulièrement touchée par la crise. Et c'est pourquoi aussi, les mesures gouvernementales « aides aux familles » pour régler le problème ne peuvent être que du vent.

Quant à la société actuelle « *pas suffisemment accueillante* » pour les jeunes... quelle dérision, alors que rien n'est prévu à aucun moment pour accueillir, ni les bébés, ni les enfants ni les jeunes : pas de crèche, écoles surchargées, pas d'équipement sportif et culturel et pour finir, pas de travail à la fin des études !

*C.M.*

# COURRIER DES LECTEURS

*Chers camarades,*

*QUE cette nouvelle année permette à notre journal d'être encore plus vivant, d'être l'outil permettant aux travailleurs d'être plus unis sur une juste ligne dans la lutte contre la bourgeoisie capitaliste et les superpuissances afin qu'ils remportent des victoires pour l'emploi, contre les licenciements et pour un jour en finir avec le système capitaliste.*

*Bravo ! Pour les progrès de notre quotidien : articles diversifiés, style et contenu moins dogmatiques. Pour qu'il continue de vivre et puisse apporter des réponses à de nombreuses questions que se posent les travailleurs, afin qu'il continue les analyses sur l'actualité nationale et internationale quotidienne, je vous joins un mandat de 150 F qui se décompose comme suit :*

*– 50 F de mon fils de 15 ans qui soutient nos idées, réfléchit avec nous, même si parfois les analyses lui paraissent ardues (50 F pris sur la somme qu'il a reçu pour Noël, de la famille).*

*– 50 F de ma mère, qui bien que ne lisant pas régulièrement notre presse, soutient, elle aussi idées.*

*– 50 F de ma part.*

*Salut fraternel, en avant pour les 20 millions !*

*Chers Camarades,*

*JE m'adresse à vous pour que vous transmettiez à la « **Lyre des Travailleurs** » tout le bien que je pense de ses deux disques. Déjà conquis par le premier, je m'étais offert le second pour les fêtes et je ne le regrette pas.*

*Que d'émotions n'éprouve-t-on pas en écoutant ces mots, ces mots tout simples mais si vrais et qui vont droit à notre cœur, aux cœurs de tous les exploités.*

*Mieux que de longs discours, ces quelques chansons nous montrent le chemin, semé d'embûches certes, mais combien enthousiasmant de la lutte contre les patrons et pour une nouvelle société.*

*Ecouter ces deux disques, c'est écouter la voix du Parti qui nous appelle à briser notre isolement et notre désespoir pour prendre le chemin de l'avenir.*

*Quant aux musiques, elles sont d'une rare qualité et se retiennent très vite. Des chansons vraiment qui vous regonflent à bloc quand le moral faiblit un peu. Alors camarades, faites-vous plaisir, faites plaisir avec ces deux disques, vous ne le regretterez pas !*

***Un camarade de Draveil.***

*Encore un mot sur un autre sujet. Attention aux chiffres ! Dans le quotidien du jeudi 4 janvier, Nathalie Villotiers cite certains chiffres à l'appui de son argumentation. D'après elle, un ménage qui gagne 15 000 F par an paie 23 % de son budget annuel en impôts locaux et un ménage qui gagne 80 000 F par an, paie 10,2 %.*

*Difficile à avaler, celle-là, non ?*

*Pour le premier, cela ferait donc : 3 450 F d'impôts locaux et pour le second 8 000 F !*

*Vous en connaissez beaucoup, vous, de ménages qui ne gagnent que 15 000 F par an à deux et qui paient 3 450 F d'impôts locaux ?*

*Ce n'est pas la première fois que je relève des inexactitudes énormes dans les chiffres publiés. Il faut faire très attention car cela enlève toute crédibilité à l'argumentation et finalement au journal.*

*Fraternellement.*

*Bonne année quand même.*

Notre lecteur a tout à fait raison, il nous faut absolument supprimer de telles inexactitudes dans notre journal.

*Chers camarades,*

*LA campagne de discussion avec les militants du PCF peut parfois revêtir des aspects inhabituels, peut-être secondaires mais néanmoins positifs.*

*Dans le No 1 000, j'ai eu la surprise de retrouver, dans la page consacrée à l'écrivain progressiste Chabrol, la bande dessinée de **L'Humanité** qui fit mes délices d'enfant, voici une vingtaine d'années ; celle des aventures de Barlafré et de sa délurée compagne, Guillemette, symboles de la vitalité du peuple à lutter contre ses seigneurs. Combien de vieux militants du PCF et leurs enfants s'en souviennent avec plaisir !*

*Bravo pour cette rétrospective et voyez comme la discussion avec le PCF s'engage parfois à partir d'un point d'accord même limité. Ce fut pourtant le cas dans ma famille à Noël.*

*Nous avons reparlé de Barlafré, puis nous avons feuilleté ensemble le numéro 1 000. Voici un premier pas. Peut-être que la publication de cette lettre permettra de le décupler auprès de bien d'autres vieux militants du PCF.*

*Fraternellement.*

***Une lectrice de Lille.***

## Un disque à écouter et à offrir

Un 45 tours, quatre chansons sur le chômage, le Parti. Pour commande et contact : La Lyre des travailleurs ; 54, rue verte - 59200 TOURCOING. Prix du disque : 15 F. Contrairement à ce qui avait été dit dans l'*Humanité rouge*, il n'est pas possible de faire de prix en dessous de 15 F même pour des envois et prises en nombre.

# BLOC-NOTES

### COMMUNIQUÉ DE L'ADMINISTRATION

Une affiche à long terme, dénonçant l'agression soviéto-vietnamienne, sera disponible dans le courant de la semaine. Que les camarades qui désirent modifier leur envoi systématique nous avertissent avant mercredi 17 janvier midi.

### PARIS

**Halte à l'agression vietnamienne**

**Cette soirée de témoignage et de débat est organisée par le Comité d'initiative national pour la création d'une association d'amitié France-Kampuchea. Un membre de la délégation du PCML au Kampuchea y participera. Des diapositives et un film kampuchean seront projetés. Elle aura lieu à la faculté de Vincennes, le mercredi 17 janvier 1979, amphi 2 à 16 heures.**

### PARIS

La résistance lybienne de 1911 à 1932

Cette soirée est organisée par l'Association de solidarité franco-arabe Elle est placée sous le haut patronage de Sem Ashour Gargoum, ambassadeur de la Jamahiriya arabe lybienne populaire socialiste. Projection en avant première du film « *Au nom de la civilisation* », consacré à la résistance lybienne de 1911 à 1932. Un débat suivra la présentation du film.

Cette soirée aura lieu le lundi 15 janvier 1979 à 20 h 30 très précises, à la salle du Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, place du Trocadéro Paris.

*Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.*

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

*(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).*

**l'humanité rouge**

**Directeur politique : Jacques Jurquet**
**Rédacteur en chef : Jean Quercy**
**Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson – Front ouvrier : Gilles Carpentier – International : Annie Brunel**
**L'Humanité rouge – Pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18**
**CCP : 30 226 72 D La Source**
**Tel : 205-51-10**

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 4e trimestre 1978

# ECHOS *des entreprises et quartiers*

## Gardella, l'action continue

A GARDELLA, entreprise de peinture navale du Port de Marseille, où la direction a annoncé le licenciement de 190 personnes pour raison économique, l'action continue (voir quotidien No 949 du 3 janvier 1979.)

Le vendredi 5 janvier, les travailleurs de l'entreprise réunis en assemblée générale à l'appel des délégués CGT ont décidé de se retrouver tous ensemble le mercredi 10 janvier à 14 heures devant le siège social de leur entreprise.

Ils accompageront leurs délégués à la réunion du comité d'entreprise afin d'obliger le patron à répondre aux questions que tout le monde se pose :

– Bilan financier de l'entreprise et de toutes les autres boîtes dépendant de Gardella ;
– Coût du licenciement ;
– Possibilités de reprise (annoncée par le patron pour dans deux ans) ;

La CGT a d'autre part demandé la réunion immédiate de la Commission paritaire de l'emploi de la Métallurgie (ce qui a pour effet dans l'immédiat de retarder les licenciements).

En se lançant dans l'action, les travailleurs de Gardella commençent à déjouer la manœuvre patronale. Il apparait clairement que seules l'action et l'unité permettront d'obtenir satisfaction sur la base du refus des licenciements.

*Correspondant Marseille.*

## Licenciement d'un délégué du CE des cycles Peugeot pour refus de contrôle médical patronal

ALORS qu'il était en maladie, la direction des cycles envoie un médecin privé pour contrôler Jacques Saillet, délégué CGT et membre du PCF. Celui-ci refuse de le recevoir. Peugeot envoie un huissier à son domicile et engage une procédure de licenciement pour fraude. Or, jusqu'à présent, dans ces cas, Peugeot ne supprimait que les compléments de salaires.

La répression est maintenant commencée contre tous les travailleurs malades, fatigués par les cadences, les mauvaises conditions de travail. Peugeot envoie ses médecins marrons chez les travailleurs, à un délégué du CE aujourd'hui, à tous les travailleurs demain.

De plus, on ne peut que regretter que ces actes scélérats soient couverts par les accords de mensualitsation signés en 1970 par la CGT et CFDT qui mentionnent « *avec contre-expertises, s'il y a lieu* ».

Le comité d'entreprise s'est prononcé contre le licenciement avec une large majorité, l'inspecteur dutravail se tait pour l'instant.

La CGT et le PCF font une campagne larmoyante sur la personne du délégué, alors que celui-ci n'a rien d'exemplaire, ce qui n'encourage pas la riposte sur le problème principal du contrôle médical patronal.

A part des déclarations ronflantes, il n'y a eu aucune proposition précise pour riposter, de la part de la CGT, ni du PC.

Seules des délégations spontanées se sont faites dans quelques atelier, mais celles-ci n'ont pas été popularisées et connues dans l'ensemble de l'usine.

L'affaire est grave car elle crée un précédent. Il est urelgent de se mobiliser et de faire que nos sections syndicales ripostent efficacement.

*Article commun de l'Humanité rouge et du **Quotidien du Peuple**.*

## 1935 : l'invasion de l' Ethiopie par les troupes italiennes

# Quand Hitler et Mussolini préparaient la guerre

IL y avait de nombreuses années que l'impérialisme italien, en plein essor, lorgnait sur l'Ethiopie. C'était un des seuls pays indépendants en Afrique. Comme l'Italie, elle faisait d'ailleurs partie de la SDN, organisme créé au sortir de la guerre de 14 « *afin qu'il n'y ait plus jamais de guerre* ». Elle était donc, en principe protégée par l'article 16 de la SDN qui disait que tout pays membre devait être automatiquement soutenu en cas d'agression caractérisée. L'Ethiopie était à l'époque un royaume, héritier d'une tradition millénaire mais incapable de rivaliser, évidemment, tant du point de vue économique que militaire avec les grandes puissances impérialistes de l'époque.

Pour Mussolini et le pouvoir fasciste, prendre l'Ethiopie, c'était, selon ses propres termes « *entamer la reconstruction de l'empire romain* ». Le problème pour lui n'était pas d'ordre militaire. Chacun savait que la petite armée du Négus, malgré tout le courage ne pourrait pas résister bien longtemps aux blindés modernes et aux gaz asphyxiants italiens.

Non, le problème pour Mussolini, c'était la réaction de la SDN et surtout des grandes puissances européennes de l'époque, la France et la Grande-Bretagne. Cette dernière possédait des intérêts plus au Nord, en Egypte et voyait d'un très mauvais œil l'établissement d'un nouvel impérialisme dans la région. Il était cependant évident que la Grande-Bretagne n'entreprendrait rien sans le soutien total de la France.

**IL aura décidément fallu attendre bien longtemps pour que le gouvernement français se décide à condamner assez nettement l'agression vietnamienne au Cambodge. A part une vertueuse déclaration de principe sur la stabilité dans la région et le réglement pacifique des conflits, pas un mot n'avait pendant dix jours été dit officiellement pour dénoncer l'agression vietnamienne. Peut-être le gouvernement français ne savait-il pas que plus de 140 000 soldats vietnamiens avaient pénétré par la force au Kampuchea pour y imposer un gouvernement fantoche d'Hanoï et aux ordres de Moscou ? Faut-il penser qu'il a eu peur de mécontenter Moscou, en prenant trop nettement position ?**

**Ce ne serait pas la première fois qu'un gouvernement français baisse sa culotte devant l'agressivité d'un impérialisme en pleine expansion et se tairait lâchement devant une invasion, espérant ainsi ne pas être pris lui-même pour cible. Le précédent de l'invasion italienne de l'Éthiopie en témoigne. Le lâche silence des gouvernements européens devant cette invasion, la criminelle politique non-interventionniste en Espagne, la capitulation devant Hitler, enfin lors de la démilitarisation de la Rhénanie, ont-ils pour autant arrêté la guerre ? Non bien au contraire.**

### LES OEILLERES DU GOUVERNEMENT FRANCAIS

Or,le gouvernement français avait, alors, une vue très étroite de l'évolution de la situation mondiale, misant toute sa politique sur la « sécurité en Europe » sans voir que les événements africains intéressaient directement, justement cette situation européenne.

Fort de ces hésitations, Mussolini décide début octobre 1935 de tenter l'aventure. Si la réaction est trop forte, il pourra toujours reculer. Prétextant des incidents de frontière entre l'Éthiopie et la colonie italienne d'Erythrée (déjà aussi), ses troupes franchissent la frontière le 2 octobre. Réitérant les appels qu'il faisait à la SDN depuis un an, le gouvernement éthiopien demande alors aux membres d'appliquer les accords qui les lient afin d'empêcher l'invasion.

La réaction britannique est assez ferme. Soutenu et même poussé par l'opposition britannique, le gouvernement britannique propose des sanctions économiques importantes contre l'Italie et parallèlement envoie sa flotte en Méditerranée. Il envoie d'autre part un questionnaire officiel au gouvernement français, alors présidé par Laval pour lui demander sa position. Celle-ci se fait attendre. En fait, toute la politique de Laval est dominée par la peur de l'Italie en Europe, quitte à sacrifier l'Ethiopie. Quand les Italiens auront l'Ethiopie, pense-t-il, ils seront satisfaits.

### LES TROUPES ITALIENNES ENVAHISSENT L'ETHIOPIE

C'est là la nature de l'impérialisme qui n'est jamais satisfait et veut toujours plus. Toute l'action de Laval va donc consister à atténuer la portée des sanctions proposées à la SDN par l'Angleterre.

Le 18 octobre a lieu le débat à Genève sur ces sanctions. Mussolini a gagné son pari. Les sanctions votées sont de pure forme, ne touchant pas les véritables points importants pour l'Italie. La France s'oppose entre autre à l'établissement d'un embargo pétrolier et surtout à un blocus total des côtes italiennes proposé par Londres.

Le Duce peut donc continuer impunément son agression. Il sait maintenant que les puissances européennes ont capitulé, et capituleront encore à chacun de ses coups de force. Le 19 octobre, le journal travailliste anglais, *Le Daily Mail*, peut écrire : « *Il semble que la journée d'hier ait été heureuse pour l'œuvre entreprise par monsieur Laval dont les efforts déterminés pour protéger l'Italie contre tous les résultats désagréables de sa guerre d'agression en Ethiopie sont maintenant notoires* ».

### UN RECUL QUI EN PRECEDE D'AUTRES

Quand huit mois plus tard, les troupes italiennes entrent dans Addis Abeba et que, cinq mois après, encore, Mussolini pousse le coup de force jusqu'à l'annexer purement et simplement, le gouvernement français ne fait que des « *réserves sur la procédure* ». Laval et la bourgeoisie française se sentent rassurés : l'Italie a déclaré qu'elle se portait garante de l'indépendance de l'Autriche. On sait ce qu'il en sera un peu plus d'un an plus tard, quand en Mars 1938, les troupes allemandes entreront à Vienne pour l'Anchluss. Là aussi, la brougeoisie française reculera « *pour préserver la paix.* »

*Serge FOREST.*

## Les communistes et l'invasion italienne

DES le premier octobre 1935 *L'Humanité* dénonça la menace d'une agression italienne en Éthiopie et exigea une action internationale pour l'empêcher. Dans son éditorial, Marcel Cachin rappelle à ce sujet que trois mois auparavant le 7e congrès de l'Internationale a lancé dans le rapport de Dimitrov, un appel à l'unité syndicale et politique de tous les prolétaires contre le fascisme et la guerre qu'il prépare.

Le 7 octobre, l'*Humanité* publie, sous le titre « *A bas la guerre* », un appel de la commission exécutive de l'Internationale dans lequel on peut lire « *La guerre du fascisme italien peut devenir le prélude à une nouvelle guerre impérialiste mondiale* », ainsi qu'un appel à tous les marins, cheminots et dockers à bloquer toutes les marchandises en direction de l'Italie.

Dans un éditorial daté du 17 octobre, la veille de la conférence de la SDN à Genève, c'est Gabriel Péri qui écrit ces lignes tristement prophétiques : « *Le président du conseil, Laval, restera dans l'histoire comme l'homme d'État qui, plutôt que porter préjudice au fascisme italien a préféré encourager les intentions belliqueuses de Mussolini et rendre la guerre inévitable. La guerre d'Afrique, ce n'est pas la paix, l'isolement de la France et les campagnes anglophobes et anti-genevoises ordonnées par Monsieur Laval, ce n'est pas la Paix !* ».

## La fable capitularde du *Figaro*

EN 1935, le *Figaro* était, ça n'a pas beaucoup changé depuis, le porte-parole officieux de la bourgeoisie française. Quoi de plus normal, alors que d'y retrouver développée et argumentée toute la politique capitularde du gouvernement Laval qu, sous prétexte de l'éviter devait conduire, quatre ans plus tard, au cataclysme mondial. Le 3 octobre, quand l'agression italienne est devenue évidente, (Le *Figaro* l'avait mise en doute jusque là), l'éditorial annonce très clairement la couleur, il faut laisser faire Mussolini en Afrique pour avoir la paix en Europe : « *L'immense majorité du peuple français, dit-il, répugne certainement à prendre parti dans une affaire où le fond des choses lui semble en disproportion avec l'ampleur des procédures qui sont en mouvement* ». Suit une démonstration sous forme de fable. Cette fable illustre d'ailleurs parfaitement la politique traditionnelle et à courte vue de la bourgeoisie française, elle est toujours d'une étrange actualité . « *Quand dans la brousse, vous vous trouvez en face d'un fauve, dit-elle, vous avez trois solutions, faire le mort pour qu'il ne vous remarque pas, mais dans ce cas, s'il vous voit quand même, vous risquez de vous faire manger. Une autre possibilité consiste à prendre votre fusil et à tirer sur le fauve. C'est la plus dangereuse, car si vous ne le tuez pas du premier coup, vous êtes mort. La troisième et la meilleure n'est pas de l'affronter mais de le diriger adroitement vers d'autres régions vous serez ainsi épargnés.* »

L'auteur de cette fable capitularde n'oubliait qu'une chose, c'est qu'un fauve n'est jamais rassasié et que plus il mange, plus il est fort, plus il a faim.

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE (S.F.I.C.)

LA VOILA, LA BONNE VOIE !

Mussolini déclanche la guerre !

DIX MILLIONS D'HOMMES MOBILISES

LES CHEMISES NOIRES PASSENT LA FRONTIÈRE

UNITÉ D'ACTION INTERNATIONALE POUR PARALYSER L'AGRESSEUR !

Un seul front !

"Mauvais français"

La grève est générale dans les mines de la Loire

Les gauches vont accélérer l'action pour la dissolution des ligues fascistes

LES PERCEURS DE CIEL

Civils et militaires

CE SOIR EN MASSE aux quatre grands rassemblements

*Dès le 1er octobre 1935, l'*Humanité *dénoncera la menace d'une agression italienne en Éthiopie. Elle dénoncera également les menaces d'une deuxième guerre mondiale.*